

Séance de présentation de l'Appel d'offre RRMP8 aux OSC

Goma 23 Février 2017

Question-Réponses

1. Dans le tableau des bénéficiaires de la page 31, les secteurs ne s'additionnent pas, comment est-ce que c'est possible de faire un budget ?
 - Le total des bénéficiaires n'est pas une addition simple
 - L'estimation à considérer est celle des secteurs pour préparer le budget
 - Le partenaire doit fournir sa vision du contexte mise à jour sur la base du contexte actuel
 - Faire une estimation des bénéficiaires sur une année
 - Le tableau se réfère au nombre de personnes pas au nombre de ménages.
 - Nous, on ne va pas comparer les budgets mais on va comparer le Coût unitaire pour chaque secteur en tenant compte de la diversité des contextes.
 - Vous savez combien ça vous coûte chaque activité pour chaque bénéficiaires et vous pouvez avoir le budget sur la base de cela.
3. Le Sud-Kivu et le Tanganyika ont les mêmes chiffres alors que les crises ne sont pas les mêmes, pourquoi ?

R/ C'est une estimation qu'on a faite. C'est à vous, sur base de votre analyse de contexte, d'estimer le nombre des bénéficiaires. Le budget sera une estimation car on n'a pas un budget défini.

4. Annexe F budget, est-ce qu'à partir du scenario présenté on peut avoir une idée sur le budget ?

R/ Le scénario nous donnera une idée sur le coût-efficacité de chaque partenaire dans un scénario d'intervention comparable. L'analyse du coût-efficacité va prendre en compte la complexité des différentes zones d'intervention et de la diversité du contexte en RDC.

5. Avec l'objectif de couvrir 35% des populations affectée, quoi faire en Ituri où le RRMP couvre largement plus que ça ?

R/ Le 35% est le minimum à couvrir. Le partenaire est appelé à fournir une lecture du contexte (par exemple nombre des acteurs actifs) qui peut justifier un % plus élevé de couverture

6. Que doit-on comprendre par « cout par bénéficiaire » ?

R/ Le coût par bénéficiaire inclut tous les coûts y inclus les 7 % de coûts de support indirect (overhead)

7. Nord Kivu est-ce que on doit faire un budget divisé par deux régions ?

R/ Non, le budget doit se référer à la province en général. La décision va être prise par rapport à la disponibilité budgétaire, si financer un ou deux répondants.

8. En quoi diviser le Nord-Kivu en 2 va améliorer le coût efficacité ?

R/Le caseload du NK a été historiquement le plus élevé afin de diversifier le risque de saturer la capacité de réponse d'un consortium, UNICEF considère la possibilité de financer deux consortiums en fonction de la disponibilité budgétaire. Faites une seule proposition pour le Nord-Kivu. Le répondant peut être un partenaire individuel ou un consortium. Le Nord-Kivu est un lot mais ouvert pour deux répondants.

9. Clarification sur la capacité de préfinancement ?

R/Pas de changement administratif concernant les paiements de tranches, cette mesure est seulement une mesure de mitigation de risque pour éviter des gaps dans la réponse. On ne souhaite pas bloquer les activités d'intervention à cause d'un partenaire qui n'a pas des capacités de préfinancement. Une bonne capacité de financement doit permettre aux partenaires d'avancer suffisamment d'argent pour un trimestre d'activité.

10. Est-ce que les PCA seront toujours de 8+4 mois ?

R/ Cela dépendra de la disponibilité de fonds.

11. Qu'est-ce que c'est un certificat de crédibilité ?

R/Extrait bancaire en RDC ou ailleurs prouvant la liquidité financière pour préfinancer jusqu'à un trimestre d'activités.

12. Budget quoi montrer à niveau de désagrégation par partenaire du consortium ?

R/Pas d'obligation la dessus, mais plus de détail va donner des informations additionnelles pour justifier les ressources demandées et comprendre quelles secteur et partenaire demande le plus des ressource et pourquoi

13. Est-ce que un secteur peut être partagé entre plusieurs partenaires

R/Oui, toutefois ce qu'on recherche est l'amélioration du cout efficacité, dans un environnement de réduction radical des ressources, c'est un facteur de plus en plus important.

14. Est-ce que toutes les organisations peuvent postuler ? Sont-elles toutes éligibles ? même ceux qui n'ont jamais eu de collaboration avec l'Unicef auparavant ?

R/Oui

15. ONG locales, est-ce qu'il faut les intégrer dans le consortium ou elles peuvent être intégrées après sur base des activités spécifique ?

R/Cela dépend du type de rôle de l'organisation et du type de taches. Le répondant doit être en mesure de mettre en avant la valeur ajoutée de ses partenaires

16. L'évaluation de performance des partenaires RRMP sera-t-elle partagée ?

R/Ce rapport est une analyse et pas une évaluation et le document est interne, il ne sera pas publié

17. Travail de partenaires RRMP de révision du cadre logique et seuil d'interventions, est-ce qu'il ne faudra pas continuer ce travail en considérant la disproportion entre capacité et caseload ?

R/Oui

18. UNICEF s'occupe de fournir tous les intrants médicaux et outils, est-ce que le partenaire peut intégrer ces articles ?

R/Pas pour les médicaments, c'est Unicef qui achète. Les kits NFI seront distribués par Unicef mais ils vont continuer à diminuer au fur et à mesure si le partenaire prévoit de faire moins de distributions. En éducation, tout sera fait en achats locaux. En WASH, ça sera un mélange

19. Que fera-ton en cas de rupture de stock ?

R/Pas de dérogation pour les médicaments, mais pour les autres secteurs chaque situation sera évaluée selon le contexte de l'intervention.

20. Est-ce que il y a une limite de page pour l'Annexe D ?

R/Non

21. Si un partenaire se retrouve dans deux provinces, est-ce qu'il y aura flexibilité d'utilisation de ressources? Proposer pour les deux lots ?

R/Normalement non, mais cela dépend des négociations avec les têtes des consortiums suivant les cas spécifiques.

22. Cash, est ce que le cash est un secteur et comment dimensionner les activités?

R/Le cash n'est pas un secteur mais un domaine d'intervention associé à l'assistance individuelle typique du secteur NFI. Le dimensionnement dépend de la lecture du contexte du partenaire. Si dans une province on s'attend à une urbanisation du déplacement, probablement la proportion du cash va augmenter, au contraire elle pourra diminuer. Les capacités sectorielles pourront être réorientées au cash inconditionnel en fonction du contexte des marchés et de l'existence d'offre de services dans les secteurs d'intervention RRMP

23. Est-ce que UNICEF compte négocier avec PAM/UNHAS pour garantir plus d'assistance dans les transports aériens pour trouver une solution aux problèmes d'accès?

R/Oui, UNICEF va continuer à garantir cette négociation et cela sera fait au cas par cas

24. Est-ce que la liste de financement d'une organisation concerne seulement la RDC ou ça concerne aussi le niveau global ?

R/Cela concerne seulement le financement de l'organisation en RDC, et cela n'est pas un critère d'évaluation. Il s'agit d'une information pour évaluer les synergies possibles au sein d'une organisation entre plusieurs bailleurs

25. Quelle place pour les organisations locales par rapport aux organisations internationales ?

R/La collaboration est encouragée, les répondants sont appelé à montrer la valeur ajouté du travail des organisations locales dans toute tâche qu'ils pourront proposer avec eux.

25. Est-ce que les documents suivants sont à fournir au niveau de la RDC ou global?

*4. Le certificat de crédibilité auprès d'une banque [DR1]
(attestation de compte ou attestation de non engagement)*

*R/RDC ou Global pourvu que cela preuve la capacité du partenaire
à préfinancer*

*5. La liste des organisations avec lesquelles l'OSC collabore (ou a
collaboré) ainsi que les références (noms et coordonnées)*

R/RDC

6. Le rapport financier des deux dernières années [DR2] si possible

R/RDC et/ou global suivant les procédures de consolidation financières de chaque organisation.

26. Y a t'il des exigences minimales pour le personnel technique mentionné ci-dessous?

I. Ressources humaines (staff technique essentiel) Afin de mener les activités indiquées dans la Section E, les partenaires doivent être en mesure de fournir le personnel technique suivant qui sera directement impliqué dans la mise en oeuvre en fonction des secteurs. La liste de personnel technique

R/ Non, toutefois UNICEF s'attends que le personnel technique ait les certifications techniques minimum prévus par la RDC pour mener les activités sectorielles proposées dans le cadre de RRMP.

27. Les chiffres concernant la province du SK sont erronées, en effet ils se réfèrent seulement au un période de 9 mois et pas de 18 comme pour les autre provinces.

R/ UNICEF s'excuse pour l'erreur, le tableau correcte se trouve ci-dessous :

18 mois (avril 2015-Septembre 2016)

BD au 30 septembre 2016

Row Labels	2015			2016			Grand Total
	Qtr2	Qtr3	Qtr4	Qtr1	Qtr2	Qtr3	
Fizi	0	0	0	0	0	4 345	4 345
Kabare	0	6 066		1 750	5 835	0	13 651
Kalehe	22 550	0	12 320	12 175	18 175	11 340	76 560
Mwenga	5 605	9 805	0	0	1 750	0	17 160
Shabunda	2 240	2 736	0	6 350	1 435	0	12 761
Uvira	365	0	0	255	0	0	620
Walungu	0	17 450	5 925		1 720	0	25 095

Remarque importante : après cette séance, il n'y aura plus des contacts en bilatéral avec les partenaires sur des questions concernant l'appel d'offre. Toutes les questions et réponse se feront par la voie du site « Bona Bana ».